



Dario Brönnimann

Plus de 500'000 fr. de vin volés chez Vinum

Bienne Des cambrioleurs aguerris se sont introduits dans les locaux de l'entreprise importatrice de grands vins en passant par le système d'aération.

Lyndon Viglino

Un cambriolage spectaculaire, digne d'un scénario hollywoodien, a été perpétré dans la nuit de jeudi à vendredi derniers dans les locaux de Vinum, situés aux Champs-de-Boujean. L'entreprise biennoise spécialisée dans l'importation et la distribution de grands crus déplore la disparition de millésimes de collection, pour une valeur avoisinant le demi-million de francs. «Nous n'avons pas encore complété l'inventaire définitif, mais l'estimation du préjudice s'élève effectivement à 500'000 francs», précise Romain Pauli, codirecteur de Vinum SA aux côtés de sa sœur Mélanie Pauli.

Le mode opératoire utilisé par les malfrats a particulièrement stupéfié les dirigeants de l'entreprise familiale. «Des cambrioleurs visiblement aguerris ont pénétré dans nos locaux de manière rocambolesque», s'étonne Romain Pauli. Le codirecteur détaille le parcours emprunté par les malfrats: «Ils ont détruit une bouche d'aération afin d'entrer dans un conduit d'aération, qu'ils ont ensuite percé pour s'introduire dans notre stock de vins.» Un trajet aussi ardu qu'inattendu, selon Romain Pauli: «Même à l'interne, personne n'était au courant de l'existence d'un tel accès.»

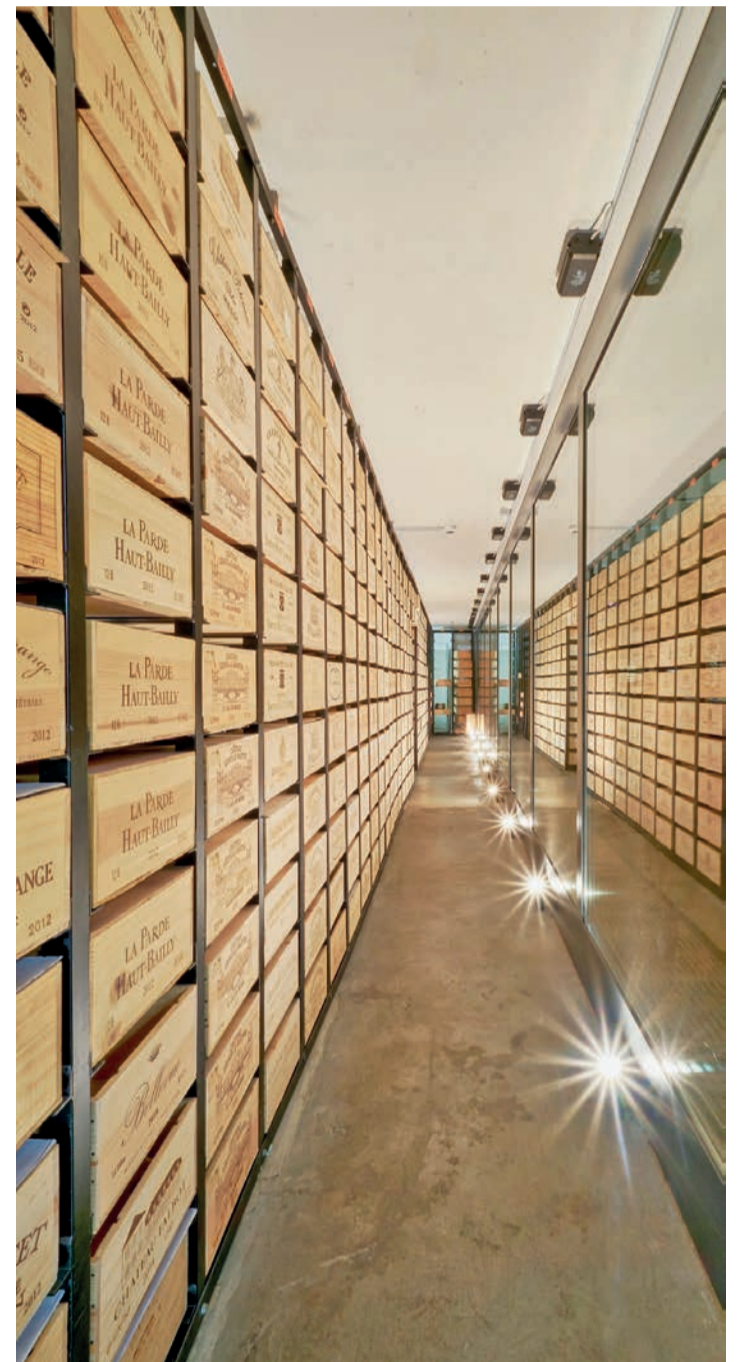
Des Bordeaux irremplaçables

Probablement du fait de l'étroitesse du passage, seule une sélection restreinte de vins a été subtilisée. Toutefois, les voleurs

ont visé des millésimes particulièrement précieux. «Des Petrus, Latour, Margaux, Figeac, Haut-Brion, Montrose – uniquement de grands Bordeaux», énumère Romain Pauli, pleinement conscient que certains de ces millésimes, très anciens, ne pourront être remplacés. «Cependant, il s'agit de biens matériels et nous sommes soulagés que notre personnel n'ait été ni agressé ni même confronté aux cambrioleurs.» Personne ne se trouvant sur les lieux aux heures du braquage, les employés se sont rendu compte de l'effraction seulement le vendredi matin.

La police a procédé à l'inspection des lieux tout au long de la journée de vendredi, l'enquête se poursuit. Des mesures ont rapidement été mises en place par la direction afin d'éviter qu'un tel incident ne se reproduise. «Nous avons immédiatement ajouté des barreaux afin qu'aucune issue ne soit accessible, même en se faufilant», indique Romain Pauli. Malgré le choc initial, l'entreprise poursuit ses activités. «La société se trouve en excellente santé financière et la proportion des stocks qui a été volée reste relativement minime», tempère le codirecteur. Aucun des vins dérobés n'avait été préalablement vendu. Ce cambriolage, si spectaculaire soit-il, n'aura donc aucun impact sur la clientèle.

Retrouvez toutes les photos de cet incroyable cambriolage sur ajour.ch



De grands crus ont été volés dans la nuit de jeudi à vendredi dans les stocks de Vinum, aux Champs-de-Boujean. Vinum SA

Les Suisses invités à compter leurs plastiques

Ecologie Une initiative venue du Royaume-Uni encourage les consommateurs à mesurer la quantité de déchets plastiques jetés pendant une semaine. L'objectif est de sensibiliser et d'agir au niveau politique.

Julie Gaudio

Compter avant de jeter. Voilà une drôle d'idée, mais qui pourrait avoir un réel impact sur notre consommation de plastique. Elle est en tout cas au cœur d'une initiative venue du Royaume-Uni, qui s'intitule «The Big Plastic Count». Pour la première fois, la mobilisation a investi la Suisse la semaine dernière, portée par la fondation Gallifrey aux côtés de Greenpeace et The Earth Action for Impact.

Les ménages, les écoles ou encore les entreprises étaient invités à compter les emballages jetés. «Le but est de mesurer l'empreinte plastique de la Suisse par une action concrète», explique Laurianne Trimoulla, responsable de la communication de la fonda-

tion Gallifrey, au micro de RJB. «On estime qu'environ cinq à sept kilos de plastiques sont consommés par habitant et par an. Et 43% d'entre eux sont des emballages à usage unique. La Suisse est le huitième pays le plus producteur de déchets de ce type au monde, ce qui la met au même niveau que les Etats-Unis.»

Devant le Parlement

Si les consommateurs ont un rôle à jouer, Laurianne Trimoulla refuse de rejeter toute la faute sur eux. «Ils n'ont souvent pas le choix, car il existe peu de produits alimentaires ou non alimentaires qui ne soient pas emballés dans du plastique. Le but est avant tout d'amener la population à la réflexion. C'est une opération factuelle, puisque nous avons

besoin de données chiffrées», appuie-t-elle.

Lancée lundi dernier et active jusqu'au 13 avril, la campagne compte plus de 7600 inscriptions. Pour participer, il suffit de télécharger un formulaire d'inscription en ligne et d'y inscrire chaque type de plastiques jetés. A 47 ans, la Biennoise Marie a convaincu sa famille de se lancer dans ce décompte peu habituel. Pour elle, il est primordial de limiter sa consommation, surtout des plastiques à usage unique. «Je comprends qu'on en utilise, par exemple, pour l'agriculture, car c'est un matériau très pratique et efficace. Mais pour la nourriture, cela me paraît insensé», avance-t-elle, au micro de RJB.

Outre la sensibilisation auprès de la population, les associations à l'origine de l'action

comptent agir au niveau politique. «Nous souhaitons nous rendre devant le Parlement, avec le rapport scientifique fourni par The Earth Action for Impact, pour demander des mesures plus fortes et qui puissent être réellement mises en application», souligne Laurianne Trimoulla.

Les organisations écologiques ont notamment dans le viseur les prochaines négociations pour un traité international contre la pollution plastique, qui se tiendront à Genève du 5 au 14 août. «En accueillant cette conférence, la Suisse ne peut pas tenir un discours «faites ce que je dis, pas ce que je fais». Raison pour laquelle on attend de nos instances politiques une position ambitieuse au niveau national», conclut Laurianne Trimoulla.

deux classes partagent désormais un programme unifié, avec le même nombre d'heures par matière. Comme les élèves romands ont normalement plus de cours dans leur langue que les alémaniques, l'impact sur le niveau secondaire reste incertain – d'où les délais.

A quel horizon est-il réaliste d'espérer que davantage d'enfants biennois puissent intégrer l'école bilingue?

Il est trop tôt pour le dire. Il faudra sûrement encore deux ans pour effectuer une adaptation législative cantonale.

La FiBi présente-t-elle aussi des inconvénients, ou ce modèle scolaire convient-il à tous les enfants?

Connaissez-vous une école qui convient à chaque enfant? Bien sûr, il y en a certains qui ont des difficultés avec le bilinguisme et pour qui ce défi est trop grand, surtout s'ils rencontrent déjà d'autres dif-

ficultés. Chaque année, il y a donc un ou deux élèves qui doivent quitter le cursus. Cette démarche est toujours accompagnée d'une conversation de sortie entre les parents et le service de conseil éducatif.

Y a-t-il des exigences particulières pour les enseignants?

Avec la pénurie actuelle de personnel qualifié, le défi est le même que pour les autres écoles. Cependant, je ne pense pas que l'enseignement y soit plus compliqué qu'ailleurs. Mis à part le besoin élevé de coordination avec les collègues de l'autre langue. Mais il existe une formation bilingue pour les enseignants du primaire, en collaboration avec les Hautes écoles pédagogiques de Berne et de Delémont. Les diplômés peuvent enseigner en Suisse alémanique ou en Suisse romande. Ils ont eux-mêmes vécu l'enseignement bilingue pendant leurs études et sont donc particulièrement motivés à enseigner dans la FiBi.